

**Assemblée générale**

Distr. générale  
26 janvier 2007  
Français  
Original : anglais

**Soixante et unième session**

Point 143 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria****Rapport sur l'exécution du budget de la Mission  
des Nations Unies au Libéria pour l'exercice  
allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Exécution du mandat . . . . .	4
III. Exécution du budget . . . . .	35
A. Ressources financières . . . . .	35
B. Évolution mensuelle des dépenses . . . . .	36
C. Autres recettes et ajustements . . . . .	36
D. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . .	37
E. Montant des contributions non budgétisées . . . . .	38
IV. Analyse des écarts . . . . .	38
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre . . . . .	42



## Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mis en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (cessez-le-feu, droit humanitaire et droits de l'homme, réforme de la sécurité, processus de paix et appui).

### Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	372 059,3	377 419,5	(5 360,2)	(1,4)
Personnel civil	106 510,6	109 620,6	(3 110,0)	(2,0)
Dépenses opérationnelles	243 852,2	220 064,8	23 787,4	9,8
<b>Montant brut</b>	<b>722 422,1</b>	<b>707 104,9</b>	<b>15 317,2</b>	<b>2,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	11 215,7	10 877,6	338,1	3,0
<b>Montant net</b>	<b>711 206,4</b>	<b>696 227,3</b>	<b>14 979,1</b>	<b>2,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	120,0	264,0	(144,0)	(120,0)
<b>Total</b>	<b>722 542,1</b>	<b>707 368,9</b>	<b>15 173,2</b>	<b>2,1</b>

### Ressources humaines : occupation des postes<sup>a</sup>

Catégorie	Postes approuvés		Postes prévus (moyenne)	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcen- tage) <sup>b</sup>
	Juillet 2005- mars 2006	Avril- juin 2006			
Observateurs militaires	215	215	215	200	7,0
Contingents	14 785 <sup>c</sup>	14 785	14 002	14 686	(4,9)
Police des Nations Unies	635	875 <sup>d</sup>	715	577	19,3
Unités de police constituées	480	240 <sup>d</sup>	400	479	(19,8)
Personnel recruté sur le plan international	619	619	619	525	15,2
Personnel recruté sur le plan national	793	793	793	753	5,0
Postes temporaires <sup>e</sup>					
Personnel recruté sur le plan international	9	9	9	3	66,7
Personnel recruté sur le plan national	7	7	7	3	57,1

<i>Catégorie</i>	<i>Postes approuvés</i>		<i>Postes prévus (moyenne)</i>	<i>Postes effectivement pourvus (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)<sup>b</sup></i>
	<i>Juillet 2005-mars 2006</i>	<i>Avril-juin 2006</i>			
Volontaires des Nations Unies	355	355	355	337	4,9
Personnel fourni par des gouvernements			—	—	—
Observateurs électoraux civils			—	—	—

<sup>a</sup> Effectif autorisé le plus élevé.

<sup>b</sup> Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

<sup>c</sup> Non compris une augmentation temporaire de 250 membres de l'effectif total autorisé de la MINUL par la résolution 1626 (2005) du Conseil de sécurité du 19 septembre 2005 pour la période allant du 15 novembre 2005 au 31 mars 2006 afin de fournir un appui au Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

<sup>d</sup> Compte tenu d'une reconfiguration des effectifs de la police des Nations Unies dans la limite de l'effectif autorisé de 1 115 membres du personnel, comprenant la police des Nations Unies et les unités de police constituées.

<sup>e</sup> Postes financés par les crédits ouverts pour le recrutement de personnel temporaire.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

## **I. Introduction**

1. Le montant brut du budget pour le fonctionnement de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, exposé dans le rapport du Secrétaire général daté du 20 décembre 2004 (A/59/630), s'élevait à 722 633 600 dollars (montant net : 711 382 900 dollars). Il prévoyait un effectif de 215 observateurs militaires, 14 785 membres de contingents, 1 155 membres de la police dont un maximum de 480 en unités constituées, 635 membres du personnel recruté sur le plan international, 809 membres du personnel recruté sur le plan national et 431 Volontaires des Nations Unies. Au paragraphe 47 de son rapport (A/59/736/Add.11), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale affecte un montant brut de 722 422 100 dollars (montant net : 711 206 400 dollars) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006.

2. Par sa résolution 59/305, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 722 422 100 dollars (montant net : 711 206 400 dollars) pour le fonctionnement de la Mission, au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

## **II. Exécution du mandat**

3. Le Conseil de sécurité a autorisé la création de la MINUL par sa résolution 1509 (2003). Pour l'exercice considéré, le mandat de la Mission découle des résolutions 1561 (2004), 1626 (2005) et 1667 (2006) du Conseil.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de faire avancer le processus de paix au Libéria.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et produits par composante (cessez-le-feu, droit humanitaire et droits de l'homme, réforme des services de sécurité, processus de paix et appui).

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2005/06, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

**Composante 1 : cessez-le-feu****Réalisation escomptée 1.1 : stabilité de la situation en matière de sécurité au Libéria**

<i>Indicateurs de succès prévus</i>		<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.1.1 Aucune violation de l'accord de cessez-le-feu		Objectif atteint. Aucune violation grave de l'accord de cessez-le-feu	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>	
2 044 000 jours de patrouilles à pied (35 hommes par patrouille, 40 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	1 203 468	Jours de patrouilles à pied  Nombre inférieur aux prévisions en raison du déploiement accru de patrouilles mobiles (mieux adaptées sur le plan opérationnel)	
584 000 jours de présence militaire aux postes d'observation (10 hommes par poste d'observation, 40 postes d'observation par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	880 077	Jours aux postes d'observation  Produit supérieur aux prévisions, les conditions de sécurité ayant nécessité la mise en place d'un plus grand nombre de postes d'observation et de points de contrôle	
584 000 jours de patrouilles mobiles (20 hommes par patrouille, 20 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	862 273	Jours de patrouilles mobiles  Nombre supérieur aux prévisions en raison du déploiement accru de patrouilles mobiles (mieux adaptées sur le plan opérationnel)	
438 000 jours de patrouilles mobiles pour repérer des mouvements illégaux d'armes ou de personnes à la frontière libérienne (30 hommes par patrouille, 10 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	297 382	Jours de patrouilles mobiles  Nombre inférieur aux prévisions du fait de la disponibilité des informations sur les mouvements possibles d'armes et de personnes à la frontière et de l'expérience acquise par la Mission dans les régions frontalières, d'où le nombre plus faible de jours consacrés à cette tâche	
7 920 heures de patrouilles aériennes	5 514	Heures de patrouilles aériennes  Nombre inférieur aux prévisions du fait des mauvaises conditions météorologiques durant la période considérée	
58 400 jours de patrouilles mobiles pour enquêter sur les violations du cessez-le-feu le long des frontières libériennes (4 observateurs militaires par patrouille, 10 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	39 745	Jours de patrouilles mobiles  Nombre inférieur aux prévisions en raison de la conduite de nombreuses enquêtes sur des violations présumées durant les patrouilles, d'où un nombre réduit de jours de patrouilles mobiles	

292 000 jours de présence militaire pour assurer la sécurité des principales installations (20 hommes par installation, 10 installations par secteur, 4 secteurs, 365 jours)	549 691	Jours de présence militaire  Nombre supérieur aux prévisions en raison de besoins accrus durant la période électorale et de transition avant l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement
31 200 jours pour rechercher dans tout le pays les armes détenues illégalement (30 hommes par opération, 5 opérations par semaine, 4 secteurs, 52 semaines)	134 812	Jours de présence militaire  Nombre supérieur aux prévisions car il a fallu, outre les patrouilles, mener des opérations dans tout le pays pour retrouver les armes détenues illégalement, qui constituent la principale menace à la stabilité du pays.

## Composante 2 : droit humanitaire et droits de l'homme

### Réalisation escomptée 2.1 : amélioration de la situation humanitaire au Libéria

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
2.1.1 Réinstallation de la totalité des quelque 270 000 réfugiés et 300 000 déplacés se trouvant dans des camps officiels	Objectif atteint	Réinstallation de 70 500 réfugiés (46 809 en 2005/06) : quelque 200 000 réfugiés sont rentrés spontanément, dont 71 301 durant la période considérée. Un total de 321 000 personnes déplacées enregistrées sont rentrées chez elles, dont 133 618 durant la période considérée. Tous les camps de personnes déplacées étaient fermés au 30 avril 2006.
2.1.2 Relèvement des collectivités dans les zones affectées par les déplacements compte tenu des critères énoncés dans le cadre de transition axé sur les résultats	Objectif atteint	Plus de 272 000 anciennes personnes déplacées sont rentrées dans leur communauté, comme en témoigne l'arrivée de la deuxième série de rations alimentaires qui leur était destinée, 2 mois après leur retour chez elles.
2.1.3 Rétablissement des services sociaux de base et des infrastructures essentielles au niveau existant avant la guerre, compte tenu des critères énoncés dans le cadre de transition axé sur les résultats	Objectif atteint	Rétablissement des services sociaux de base et de l'infrastructure à 50 % de ce qu'ils étaient avant-guerre, ce qui est conforme aux critères énoncés dans le cadre de transition axé sur les résultats
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions bimensuelles pour faciliter, en collaboration avec les organismes des Nations Unies et les organismes humanitaires, les activités du mécanisme de coordination créé pour la mise en service du cadre de transition axé sur les résultats, et en particulier de ses comités de travail pour les volets 3, 6 et 7	Oui	Coordination assurée par les réunions bimensuelles du Comité d'action humanitaire auxquelles ont assisté les représentants des organismes du système des Nations Unies présents dans le pays, des ONG et des donateurs; ainsi que par les réunions mensuelles du Comité permanent interorganisations créé le 16 janvier 2006

Publication d'un bulletin d'information bimensuel exposant les travaux en cours du Comité d'application et de suivi du cadre de transition axé sur les résultats, ainsi que de l'ensemble de la communauté des donateurs et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) présents au Libéria, qui servira d'instrument de relations extérieures pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du cadre et, de manière plus générale, au financement du passage de la phase des secours à celle du développement au Libéria

12

Fourniture d'avis au Ministère des affaires intérieures et au Ministère des affaires étrangères sur la promulgation d'une législation nationale conforme aux obligations contractuelles internationales relatives aux questions humanitaires

Oui

Coordination des efforts déployés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et les ONG pour assurer le retour de 100 000 déplacés

Oui

Mise en œuvre de projets à effet rapide pour assurer le retour à long terme des déplacés et des réfugiés

64

Bulletins d'information mensuels du Comité d'application et de suivi du cadre de transition axé sur les résultats publiés jusqu'en mars 2006, date à laquelle le cadre a pris fin. Les derniers bulletins du Comité ont été publiés en juin 2006 en même temps que le rapport final du cadre.

La Mission a aidé le Bureau d'appui du Comité d'application et de suivi du cadre de transition axé sur les résultats du Ministère des affaires étrangères en élaborant un plan d'action national relatif aux droits de l'homme en vue d'honorer les obligations découlant des instruments internationaux et de faciliter l'approbation et la ratification de 121 instruments internationaux (103 en 2005/06) portant sur une large gamme de questions liées à la protection des civils (droits de l'homme, santé, environnement et transports) et sur les principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays.

Coordination assurée par les réunions hebdomadaires du Forum consultatif sur les personnes déplacées, rassemblant le Coordonnateur des actions humanitaires le HCR, la Commission libérienne pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés, les donateurs locaux, l'Office humanitaire de la Communauté européenne, l'Office of Foreign Disaster Assistance des États-Unis, l'Agency for International Development des États-Unis le Programme alimentaire mondial et le Conseil norvégien pour les réfugiés

Projets à effet rapide pour le relèvement de l'infrastructure dans les communautés d'origine des déplacés

Réunions mensuelles de l'équipe de pays des Nations Unies, comprenant le PNUD, le HCR, le FNUAP, l'OMS et le PAM, avec l'OIM et les ONG, pour coordonner les activités humanitaires sur le terrain par l'intermédiaire de 6 bureaux régionaux, et tenue à jour d'une base de données humanitaire permettant de déterminer « qui fait quoi, et où » et l'évolution des besoins humanitaires, en vue de fournir une assistance appropriée et bien ciblée aux bénéficiaires	Oui	Coordination assurée par les réunions bimensuelles de l'équipe de pays des Nations Unies
--	-----	--

**Réalisation escomptée 2.2** : réalisation de progrès en ce qui concerne la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la réconciliation nationale au Libéria

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
2.2.1 Adoption d'un plan d'action national relatif aux droits de l'homme	L'adoption d'un plan d'action national relatif aux droits de l'homme était subordonnée à la mise en place de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et à la sélection et à la désignation de ses membres.
2.2.2 La Commission Vérité et réconciliation commence à tenir des audiences	La Commission Vérité et réconciliation, créée le 20 février 2006, est entrée en fonctions le 22 juin 2006. Elle a commencé à recueillir des informations sur les atrocités et les violations présumées des droits de l'homme liées à 14 années de guerre civile dans le pays. Au 30 juin 2006, elle n'avait pas commencé à tenir des audiences.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'avis au Gouvernement en vue de la formulation et de l'adoption des instruments de ratification de 5 traités déjà signés et de la ratification de traités internationaux sur le trafic illicite et la criminalité organisée	12	Réunions avec le Ministère de la justice, ainsi qu'avec des membres de l'Assemblée législative et de la magistrature, pour fournir des avis sur la conduite du processus de ratification à son terme et les stratégies d'application de 5 protocoles/traités qui n'ont pas encore été ratifiés
5 ateliers à l'intention de responsables de l'administration, de membres de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et de représentants d'ONG sur la formulation d'un plan d'action national dans le domaine des droits de l'homme	Non	Les ateliers ne se tiendront qu'après l'entrée en fonctions de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et la sélection et la désignation de ses membres.  Un descriptif de projet pour l'élaboration du plan d'action national dans le domaine des droits de l'homme, préparé en avril 2006 par la Section de la protection des droits de l'homme de la MINUL, sera présenté à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, dès que ses membres auront été désignés.



10 ateliers de formation sur les droits de l'homme, à l'intention de juges	1	Atelier de 4 jours pour des juristes ou des magistrats (juin 2006)  Les ateliers restants auront lieu en 2006/07 après la reconstruction de l'infrastructure juridique et judiciaire dans les comtés.
4 ateliers à l'intention de responsables de l'administration sur l'établissement des rapports destinés aux organes de défense des droits de l'homme	Non	Un atelier sur les rapports à présenter aux organes créés en vertu des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme a été préparé et se tiendra après l'entrée en fonctions de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et la désignation de ses membres, ainsi que le versement des contributions du PNUD, d'autres donateurs et du Gouvernement libérien.
20 stages de formation à l'intention des responsables des forces de l'ordre et de l'administration pénitentiaire sur la promotion et la protection des droits de l'homme	29	Stages de formation à l'intention de quelque 400 responsables, dont 300 membres du Département de protection des plantes dans les plantations d'hévéas, 60 membres de la Police nationale libérienne et 40 membres de l'administration pénitentiaire
10 stages de formation à l'intention de responsables du Ministère de l'éducation et d'enseignants sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme	Non	La MINUL a préparé un projet visant à mettre au point un programme scolaire en matière de droits de l'homme, à publier trois manuels destinés aux enseignants et à dispenser une formation à ces derniers.  (La formation a eu lieu en septembre 2006, en coordination avec le Ministère de l'éducation, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le HCR et le PNUD, après l'allocation de fonds par ce dernier et l'UNESCO et l'approbation par le Ministère de l'éducation des manuels destinés aux enseignants.)
Fourniture d'avis au Ministère de la justice sur la constitution de bases de données relatives à la violence sexuelle contre les enfants et aux violations des droits de l'homme, et aux organisations féminines sur la constitution de bases de données relatives aux violations des droits de la femme	Non	La constitution des bases de données était en attente, les paramètres techniques, à définir en consultation avec le Ministère de la justice, n'étant pas encore au point en raison de retards dans le recrutement de spécialistes de la protection de l'enfance; elle devrait être achevée au cours de l'exercice 2006/07.
Fourniture d'avis techniques au Gouvernement de transition sur la formulation d'une stratégie nationale de protection des enfants	Oui	Des avis techniques sur la formulation d'une stratégie nationale de protection des enfants ont été fournis par l'intermédiaire d'un Groupe de travail de protection de l'enfance, comprenant la Section de la protection des droits de l'homme, la police des Nations Unies, l'UNICEF, le

Fourniture de matériel pédagogique et des services d'un instructeur et organisation d'un cours de droit international dans le domaine des droits de l'homme à la faculté de droit Arthur Grimes de l'Université du Libéria	Non	<p>Ministère de la santé et de la protection sociale, le Ministère de la condition de la femme et du développement, le Ministère de la justice (Section de la protection des femmes et des enfants) et les ONG Save the Children et Child Assistance programme, ainsi que dans le cadre de la préparation d'un rapport préliminaire sur une première enquête et analyse du respect des droits fondamentaux des enfants dans les orphelinats de tout le pays.</p> <p>L'organisation d'un cours de droit international des droits de l'homme, lequel était en cours d'élaboration au 30 juin 2006, est prévue pour l'exercice 2006/07, sous réserve de l'approbation du programme d'études par l'Université du Libéria.</p> <p>Des délais dans le recrutement du conseiller en matière de renforcement des capacités auprès de la Mission ont contribué à retarder l'exécution du produit.</p>
Fourniture d'avis techniques au Gouvernement de transition sur l'élaboration des rapports destinés aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	Non	<p>En attente de l'entrée en fonctions de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et de la sélection et la désignation de ses membres, ainsi que du versement de fonds par le PNUD et d'autres donateurs. L'organisation d'un atelier sur les rapports à présenter aux organes créés par les traités, pour exécuter le produit prévu, devrait avoir lieu pendant l'exercice 2006/07.</p>
15 ateliers de formation à l'intention d'enseignants et de membres locaux de l'Union des femmes du fleuve Mano sur l'accès des femmes à la justice, en partenariat avec l'Association des femmes juristes du Libéria	Non	<p>Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a organisé les ateliers durant la période.</p> <p>L'organisation d'ateliers futurs, en collaboration avec UNIFEM en tant qu'organisme chef de file, est prévue pour l'exercice 2006/07.</p>
17 ateliers de formation à l'intention d'organisations de femmes sur les activités de plaidoyer et de sensibilisation, la gouvernance, la mobilisation de ressources et le respect du principe de la transparence, ainsi que sur la collecte de données concernant les violations des droits des femmes	3	<p>Ateliers de formation</p> <p>Après examen de la stratégie de renforcement des capacités nationales, des ateliers ont été organisés à l'intention du Secrétariat des ONG de femmes du Libéria, organisation coiffant des ONG et des associations nationales de femmes et mettant l'accent sur le renforcement des capacités en vue de donner à la population la maîtrise de l'action et d'en assurer la pérennité, le Secrétariat des ONG de femmes du Libéria devant ensuite organiser des ateliers dans l'ensemble du pays.</p>

Formation de 7 membres de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme en matière de normes internationales relatives aux droits de l'homme, de promotion des droits de l'homme, d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme et d'élaboration des rapports répondant aux rapports officiels établis par le Gouvernement sur les droits de l'homme	Non	La formation aura lieu pendant l'exercice 2006/07, après l'entrée en fonctions de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et la sélection et la désignation de ses membres.
Organisation d'un atelier international réunissant des experts internationaux de la justice en période de transition, les membres de la Commission Vérité et réconciliation, des représentants des groupes de la société civile et des hauts fonctionnaires du Gouvernement de transition, en vue de la rédaction des textes législatifs émanant de la Commission Vérité et réconciliation	Non	Le produit a été achevé au cours de l'exercice 2004/05 (2 ateliers nationaux et 8 ateliers au niveau des secteurs).
10 ateliers nationaux sur la vérité et la réconciliation pour sensibiliser les dirigeants locaux et les groupes d'action civique au processus engagé par la Commission Vérité et réconciliation et les familiariser avec la législation régissant ses activités	Non	Étant donné que la Commission Vérité et réconciliation est entrée en fonctions le 20 février 2006 et qu'elle a commencé ses activités publiques dans l'ensemble du pays le 22 juin 2006, les ateliers seront organisés pendant l'exercice 2006/07.
Formation des membres et du personnel de la Commission Vérité et réconciliation dans les domaines des pratiques optimales appliquées au niveau international, des techniques d'investigation, de l'établissement des rapports, de la réunion de témoignages et de la gestion de l'information	Oui	Atelier de formation de 2 jours (en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Centre international pour la justice transitionnelle) au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire à l'intention des membres de la Commission Vérité et réconciliation (février 2006). Aide à l'organisation d'un stage de formation de 10 jours en Afrique du Sud (financé par le PNUD et le Centre international pour la justice transitionnelle) assuré par la Fondation pour les droits de l'homme  Au 30 juin 2006, le personnel de la Commission Vérité et réconciliation n'avait pas encore été recruté.
Fourniture de moyens de transport et organisation, en partenariat avec les autorités locales et les groupes d'action civique, de 20 visites de membres de la Commission Vérité et réconciliation dans	Non	Étant donné que la Commission Vérité et réconciliation a pris ses fonctions le 20 février 2006 et commencé ses activités publiques le 22 juin 2006, le produit prévu sera exécuté au cours de l'exercice 2006/07.

les différents comtés du Libéria pour donner à la population des informations sur les travaux de la Commission et solliciter la coopération de victimes et de témoins éventuels

---

**Réalisation escomptée 2.3 : réintégration des ex-combattants dans la société civile libérienne, en tenant compte en particulier des besoins spéciaux des enfants soldats et des femmes**

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

2.3.1 Emploi dans l'économie locale, de 26 000 participants au projet de réintégration, sur les 107 000 ex-combattants	On ne dispose pas de données précises sur le nombre d'ex-combattants ayant achevé le programme de réadaptation et de réintégration qui sont employés actuellement. Une enquête en cours dans tout le pays sur la situation des ex-combattants porte notamment sur la question de l'emploi. Elle sera publiée au cours de l'exercice 2006/07. La Mission a facilité le recrutement de 900 ex-combattants dans le cadre de projets à effet rapide et de 1 600 ex-combattants et autres personnes touchées par la guerre pour des travaux de construction.
2.3.2 Inscription dans des établissements d'enseignement accrédités par le Ministère de l'éducation de 28 000 participants au projet de réintégration, sur les 107 000 ex-combattants	28 355 ex-combattants inscrits pour suivre des programmes d'éducation formelle ou professionnelle durant l'année scolaire 2005-2006  Depuis le début du projet en novembre 2004, un total de 57 080 ex-combattants, dont 11 961 femmes, ont participé à des programmes d'éducation formelle ou professionnelle.

*Produits prévus*

*Produit(s) exécuté(s) :  
oui/non ou nombre*

*Observations*

Fourniture de directives au Groupe mixte de mise en œuvre sur les décisions à prendre en matière de réadaptation et de réintégration, sur la base de réunions tenues avec la Commission nationale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion	Oui	Grâce à des réunions régulières tous les 2 mois avec la Commission nationale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion et au fait que le personnel de la Mission, le Groupe mixte de mise en œuvre et la Commission travaillent au même endroit
Coordination de 200 projets de réadaptation et de réintégration organisés à l'intention de 60 000 ex-combattants, en partenariat avec le PNUD, le HCR, le FNUAP, l'OMS, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, les ONG et les donateurs bilatéraux	Oui	526 projets d'éducation formelle et 140 projets de formation professionnelle pour un total de 57 080 ex-combattants (dont 11 961 femmes)  Au 30 juin 2006, 44 415 ex-combattants attendaient de recevoir une éducation ou une formation grâce à des fonds alloués par le PNUD ou à un financement bilatéral.

Suivi et coordination des activités de réconciliation, telles que les conseils psychosociaux, les groupes d'entraide, les discussions au niveau des collectivités sur l'acceptation du retour d'ex-combattants et les services communautaires dans les 15 comtés du pays, entreprises par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et des ONG	Oui	La Mission a assuré directement une formation en cours d'emploi et un appui en matière de politiques au personnel de 6 bureaux de la Commission nationale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion en organisant des réunions d'orientation et de conseils avec les ex-combattants.  Nombre inférieur aux prévisions, la Commission manquant généralement de capacités administratives et logistiques
Organisation d'une foire à l'emploi avec des entreprises du secteur privé pour donner des possibilités d'emploi à d'ex-combattants	Non	En raison de l'absence de perspectives d'emploi dans le secteur privé
Mise au point et exécution à l'échelle du pays d'un programme d'information multimédia à l'appui du processus de réadaptation et de réintégration, comportant la diffusion de messages quotidiens et hebdomadaires à la télévision, à la radio et dans les journaux du pays, ainsi que la publication d'affiches, de bulletins d'information et de prospectus et des campagnes de sensibilisation au niveau des collectivités	Oui	Émissions hebdomadaires à la radio de la MINUL, 1 message hebdomadaire en moyenne à la radio nationale, communiqués de presse hebdomadaires, 300 000 dépliant, 20 000 affiches, 12 000 autocollants, 1 000 médailles, 40 séries de maillots, 40 trophées et 40 mégaphones, ainsi que des programmes de sensibilisation communautaire aux élections, notamment des messages sur la réadaptation et la réintégration des ex-combattants  En outre, 30 panneaux d'affichage ont été dressés dans l'ensemble du pays pour appuyer le programme national de réinsertion, de réadaptation et de réintégration.
Organisation d'un atelier de formation des médias pour assurer la diffusion d'informations exactes, bien documentées et impartiales sur les problèmes à surmonter et les possibilités qui s'offrent en matière de réadaptation et de réintégration des ex-combattants	Non	Après examen des priorités de la Mission en matière d'information, l'atelier s'est avéré moins nécessaire que prévu, étant donné que la campagne de sensibilisation nationale lancée par le Groupe mixte de mise en œuvre, parallèlement à l'application du programme de réintégration et de réadaptation, a également permis de diffuser des informations sur les modalités du programme et contribué à accroître la sensibilisation aux difficultés qu'il présente et aux possibilités qu'il offre.
30 ateliers destinés à améliorer la compréhension et à renforcer la coopération entre les communautés de retour et les ex-combattants	Oui	Grâce à 37 réunions communautaires avec les ex-combattants et les communautés d'accueil, ainsi que les autorités locales, pour discuter de réconciliation et de réintégration en divers points du pays

*Produit supplémentaire*

L'équipe de travail conjointe du Gouvernement libérien et de l'ONU (créée par la Présidente en février 2006 et dirigée par le Ministre de l'agriculture, avec la participation notamment des Ministères des affaires intérieures, de la justice, des finances et du travail, de la Commission nationale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion, de la Police nationale libérienne, de la MINUL et du secteur privé) a présenté le 23 mai 2006 un rapport détaillé sur la situation dans les grandes plantations d'hévéas du pays. La Présidente a par la suite prorogé le mandat de l'équipe de travail pour qu'elle suive l'application des recommandations contenues dans le rapport. À titre de première mesure, le Gouvernement s'emploie à rétablir l'autorité de l'État dans les plantations qui sont encore occupées illégalement par d'ex-combattants.

**Composante 3 : réforme des services de sécurité****Réalisation escomptée 3.1 : renforcement de l'ordre public et de la capacité opérationnelle de la Police nationale libérienne***Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

3.1.1 La Police nationale libérienne procède à la réouverture de commissariats sur 30 sites, contre 15 comtés en 2004/05 .	Objectif atteint 60 sites : réouverture de 22 commissariats (7 quartiers à Monrovia et 15 détachements dans les comtés) et de 38 postes de police auxiliaires (28 à Monrovia et 10 dans les comtés)
3.1.2 3 100 élèves de l'École de police obtiennent leur diplôme, contre 0 en 2003/04 et 900 en 2004/05.	1 994 élèves ont obtenu leur diplôme de l'École de police libérienne, dont 449 au cours de la période considérée.  Le nombre de diplômés est inférieur aux prévisions en raison de la longueur du processus de recrutement et d'enquête, ainsi que de retards dans le financement alloué par les donateurs qui limitent les capacités de l'École.
3.1.3 15 % des effectifs de la police sont des femmes, contre 12 % en 2004/05.	Sur un total de 3 012 policiers au 30 juin 2006, 180 étaient des femmes, soit 6 % de la force.  Ce pourcentage plus faible est dû à la démobilisation d'un certain nombre de femmes policières, qui n'avaient pas les qualifications requises.

3.1.4	Mise en place d'une unité de police spécialisée dans les questions relatives aux femmes et aux enfants, dans tous les quartiers de Monrovia, dans 15 commissariats de comtés et dans les cinq sièges régionaux de la police	Mise en place de 6 unités de police spécialisées dans les questions relatives aux femmes et aux enfants dans 4 quartiers de Monrovia et de 2 détachements dans les comtés  La création d'unités supplémentaires de ce type est subordonnée à la construction de commissariats ou à la rénovation de ceux qui existent au moyen de fonds alloués par les donateurs et coordonnés par la MINUL.
3.1.5	Création, au sein de la Police nationale libérienne, d'une unité spéciale entraînée et équipée	Création d'une unité spéciale entraînée (unité de police constituée) forte de 283 membres au sein de la Police nationale libérienne  L'unité n'est pas pleinement équipée en raison de retards dans le versement de l'aide des donateurs.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Apport d'une assistance technique à la Police nationale libérienne pour l'aider à appliquer les recommandations relatives à la gestion du changement	Oui	Parmi les 12 recommandations de politique générale élaborées conjointement par la Mission et la Police nationale libérienne, 7 ont été approuvées par le Comité de mise en œuvre de l'état de droit (organisme mixte de la Mission et du Gouvernement); 6 ont été appliquées et 1 était en cours d'examen par le Gouvernement libérien au 30 juin 2006.  5 recommandations de politique générale devraient être approuvées et appliquées au cours de l'exercice 2006/07.
11 680 journées de patrouille pédestre et motorisée (2 policiers civils par patrouille, 4 patrouilles par secteur, quatre secteurs, 365 jours)	17 520	Journées de patrouille pédestre et motorisée (2 policiers des Nations Unies par patrouille, 6 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 365 jours)  Nombre supérieur aux prévisions, l'insécurité et la criminalité ayant nécessité le déploiement d'unités supplémentaires de police constituées et de policiers des Nations Unies
Apport d'une assistance technique à la Police nationale, dans 66 arrondissements, en matière d'opérations de police, d'enquêtes, de patrouilles et de police de proximité	Oui	Dans 66 arrondissements (60 commissariats et 6 postes auxiliaires, 5 services du siège et l'École de police), les policiers des Nations Unies et leurs homologues de la police nationale travaillant au même endroit.
Réunions hebdomadaires de suivi avec le Comité technique du maintien de l'ordre sur la réforme de la police civile, portant sur les enquêtes de sécurité, la sélection, l'enregistrement, l'agrément et l'habilitation des agents de la police nationale restructurée	14	Réunions  Conseils fournis au Gouvernement national de transition du Libéria au sujet des grades et de la structure de la Police nationale libérienne, des critères de base à respecter dans la sélection des membres des services de maintien de l'ordre et du plan de démobilisation. Avec l'entrée en fonctions du Gouvernement élu, des conseils sur

		la réforme du secteur de la sécurité ont été donnés dans le cadre du volet sécurité du Plan de développement et de relèvement du Libéria et de la participation aux travaux du Comité chargé de ce plan.
Apport d'une assistance technique à l'École nationale de police en matière d'élaboration de programmes d'enseignement et de modules de formation	Oui	Notamment une assistance en vue de l'élaboration d'un programme d'études pour les officiers de rang supérieur et intermédiaire de la Police nationale libérienne à des postes d'encadrement
Formation de 3 100 agents de police dans les domaines des pratiques de police démocratique, des droits de l'homme, du code de conduite, de la déontologie de la police et de l'utilisation de la force	1 994	Agents de police/élèves-policiers formés (par la MINUL en collaboration avec la Police nationale libérienne), dont 118 femmes
Formation thématique postélémentaire à l'École de police, et formation spécialisée en cours d'emploi, à l'intention de 1 800 agents de la Police nationale, dans des domaines tels que la supervision, les enquêtes criminelles, la répression des émeutes, la police de la circulation, les armes spécialisées ou non létales	Oui	1 800 agents de la Police nationale libérienne ont été formés à temps pour les élections d'octobre 2005.  De plus, 594 agents de la Police nationale libérienne ont reçu une formation (au Nigéria) dans les domaines suivants : tactiques de rétablissement de l'ordre, protection des femmes et des enfants, encadrement policier, conduite de motocyclettes, rôle de la police judiciaire, analyse des données de la police, enquêtes sur les accidents de la route, commandement au niveau du comté, formation des instructeurs, informatique, protection rapprochée et protection rapprochée avancée.  Nombre inférieur aux prévisions en raison de la longueur du processus de recrutement et de contrôle, du manque d'éducation, de fonds et de la capacité limitée de l'école de police
Campagne de recrutement à la police nationale, comportant des programmes radiophoniques hebdomadaires, des missions d'orientation mensuelles communes, avec des membres de la Police nationale et de la police civile internationale, auprès des communautés et des centres de formation dans tout le Libéria, distribution de brochures et d'affiches	Oui 32  14  2 000	Missions d'orientation communes avec les membres de la Police nationale libérienne auprès des collectivités et des écoles locales  Programmes radiophoniques hebdomadaires diffusés par la radio de la MINUL et des stations nationales  Brochures et affiches



Conception d'un dispositif de renfort de la Police nationale pour lui permettre, le cas échéant, de faire face aux désordres civils et d'assurer la protection des civils	Oui	La Mission a fourni un renfort à la Police nationale libérienne pour la planification et l'exécution d'opérations au cours de plusieurs manifestations violentes dans les rues, d'émeutes et de troubles de l'ordre public. Vingt membres de l'unité de police constituée de la MINUL ont été déployés en 2 groupes au Ministère de la condition de la femme pour assurer la sécurité pendant la démobilisation de membres des Services spéciaux de sécurité et de la Police nationale libérienne.
Enquêtes de sécurité concernant 3 500 membres de la Police nationale et habilitation de 3 100 agents à exercer des pouvoirs de police	5 170	Candidats se sont inscrits pour entrer dans la Police nationale libérienne ou dans les Services spéciaux de sécurité (3 743 pour la Police et 1 427 pour les Services spéciaux).
	4 361	Candidats ont été retenus (3 030 pour la Police nationale et 1 331 pour les Services spéciaux de sécurité).  Sur un total de 4 361 candidats retenus après un contrôle de sécurité, 65 % ont été par la suite disqualifiés conjointement par la police des Nations Unies, la Police nationale libérienne et d'autres services de maintien de l'ordre pour des raisons de limite d'âge, de manque d'éducation ou d'implication dans des violations des droits de l'homme ou des crimes de guerre; 1 526 candidats ont suivi des programmes de formation.
	906	Candidats avaient été provisoirement déclarés aptes au 30 juin 2006. Le processus a pâti de changements dans la gestion de la police et du manque de fonds. Les contrôles de sécurité et le processus d'agrément seront menés à bien pendant l'exercice 2006/07.
Évaluation de l'École nationale de police, des Services spéciaux de sécurité, du Bureau national des enquêtes, du Ministère de la sécurité nationale, de l'Office national de sécurité, du Bureau de l'immigration et des naturalisations et de l'Office de lutte contre la drogue	Oui	Le rapport d'évaluation (avril 2005) a de nouveau été présenté au Gouvernement nouvellement élu par l'intermédiaire du Ministère de la justice.
20 cours sur la parité entre les sexes et sur la violence sexuelle et sexiste, à l'intention des recrues et des agents de la Police nationale	24	Cours de formation pour 216 recrues et 8 instructeurs de la Police à l'École nationale de police. La formation a été assurée par des formateurs de la MINUL et de la police des Nations Unies.

Appui technique à la Police nationale en vue de la mise en place d'unités responsables des questions relatives aux femmes et aux enfants, chargées de s'attaquer au problème de la violence à l'égard des femmes	Oui	Appui à la mise en place de 6 unités de police spécialisées dans les questions relatives aux femmes et aux enfants, dans 4 quartiers de Monrovia et de 2 détachements dans les comtés
		La police des Nations Unies a facilité la rénovation de 8 commissariats pour héberger les unités de police spécialisées dans les questions relatives aux femmes et aux enfants. Six unités ont été mises en place. Les travaux étaient achevés dans un autre commissariat qui n'était pas encore ouvert au 30 juin 2006.
Apport d'une assistance technique à l'École de police dans le domaine des politiques marquées par le souci de la parité entre les sexes	Oui	Deux réunions et deux ateliers ont été organisés pour aider le personnel administratif et enseignant de l'École nationale de police à améliorer les programmes de formation à l'égalité des sexes dessinés aux nouvelles recrues.

---

**Réalisation escomptée 3.2 : réforme des systèmes juridique, judiciaire et pénitentiaire au Libéria**


---

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

3.2.1 Remise en état de l'infrastructure organisationnelle et matérielle du Palais de justice et du Ministère de la justice	Magistrats agréés, nommés et siégeant dans les 145 tribunaux du pays. Deux consultants spécialistes de l'administration des tribunaux, dont les services sont financés par les États-Unis, ont été nommés pour donner des conseils sur l'administration des tribunaux et les questions financières et budgétaires. Des greffiers ont été formés par la MINUL dans l'ensemble du pays.
	Sur les 160 tribunaux nécessaires pour le rétablissement d'un système judiciaire efficace, 4 ont été rénovés de même que 5 bureaux du Palais de justice; 9 projets de construction ou de rénovation de tribunaux qui sont en cours seront achevés entre juillet et octobre 2006.
	La rénovation d'autres tribunaux n'a pas été entreprise faute de fonds émanant du Gouvernement ou des donateurs.
3.2.2 Des juges sont affectés à 16 tribunaux de première instance, contre 11 en 2004/05.	19 tribunaux de première instance ont été rouverts, présidés par des juges qualifiés ayant la formation juridique requise.
3.2.3 Le plan de réforme du système pénal est approuvé par le Ministère de la justice.	L'approbation du plan de réforme du système pénal a accusé un retard en raison de la participation aux élections d'un haut fonctionnaire du Ministère de la justice chargé de l'examiner. Un nouveau responsable a été désigné en juillet 2006.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Assistance technique aux responsables des secteurs juridique, judiciaire et pénitentiaire sur les réformes à engager dans ces secteurs, en consultation avec les organisations gouvernementales internationales, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies (PNUD, UNICEF et HCR)	Oui	Assistance, notamment technique et juridique, en matière de règles de procédure et de fond et de respect des normes internationales relatives à un procès équitable, fournie dans le cadre de réunions hebdomadaires et spéciales avec des responsables de l'administration (juges, procureurs et procureurs généraux)
Réunions hebdomadaires avec les juristes nationaux et les responsables gouvernementaux sur la réforme du secteur judiciaire	Oui	Réunions hebdomadaires avec le Président et les juges de la Cour suprême, les magistrats, le Ministre de la justice, le Procureur général, les procureurs, les avocats commis d'office, les membres de l'Association nationale du barreau libérien et l'Association des femmes juristes libériennes
Formation de 400 juristes, de 50 juges des tribunaux de première instance et des tribunaux spéciaux et de 30 procureurs et avocats de la défense	783	Nombre total de responsables formés : 14 avocats de la défense 78 procureurs 149 greffiers 222 magistrats 220 juges de paix 100 membres du personnel de la justice
Appui technique au Comité de la gouvernance, du développement démocratique et de l'état de droit pour tout ce qui touche à la légalité	Oui	Appui fourni au moyen de réunions hebdomadaires sur l'identification des questions prioritaires dans le secteur de la justice conformément au cadre de transition axé sur les résultats
Appui technique à l'Association nationale du barreau libérien pour les questions ayant trait à la désignation des juges	Oui	Appui fourni pour tout ce qui touche à l'agrément, la candidature, la nomination et la prise de fonctions des juges et des magistrats pour tous les postes existants ou vacants dans les tribunaux de première instance et dans les tribunaux spécialisés (le processus s'est achevé en octobre 2005)
Organisation de 15 ateliers (1 dans chaque comté) en vue d'élaborer des programmes de formation sur la juridiction et la réglementation des tribunaux traditionnels, à l'intention des chefs tribaux et des conseils de village	1	Atelier pour dégager un consensus sur l'application d'un cadre législatif de médiation au Libéria en vue de favoriser la mise en place de mécanismes de règlement des conflits avec la participation des chefs tribaux et des anciens des villages

		Résultat inférieur aux prévisions, le Gouvernement ayant tardé à fixer les modalités de la formation (contenu des cours, facilitateurs, matériel pédagogique, outils et méthodes de formation, logistique pour les ateliers) et à choisir les stagiaires
Projet à effet rapide pour la faculté de droit Arthur Grimes, en vue de la rénovation, de la remise en état et de la reproduction de documents de référence juridiques devant servir à la formation des cadres du secteur judiciaire et du Ministère de la justice	Oui	Objectif atteint  En outre, la MINUL a fait la liaison avec des organisations internationales (Avocats sans frontières) pour faciliter les dons de manuels de droit et d'ordinateurs à la faculté de droit Arthur Grimes. La Mission a également distribué des exemplaires des principaux textes juridiques (Constitution, Code pénal, Code de procédure pénale) aux membres du judiciaire dans l'ensemble du pays.
Assistance technique à 9 procureurs du Ministère de la justice en matière de pratiques juridiques	Oui	Assistance technique à 10 procureurs de comté au Ministère de la justice et dans l'ensemble du pays en matière de pratiques et de procédures juridiques, notamment des conseils sur la gestion et l'archivage des dossiers sur les mécanismes d'évaluation
Appui technique à l'Avocat général en ce qui concerne les procédures de détention des prisonniers en attente de jugement	Oui	Conseils fournis chaque semaine, sur la question du statut des prisonniers en détention provisoire, à l'Avocat général, au Directeur du Bureau de l'administration pénitentiaire, au Surintendant et au Coordonnateur du Bureau de l'administration pénitentiaire, dans le cadre du Comité conjoint MINUL/Gouvernement pour la gestion des dossiers, composé d'experts juridiques, judiciaires, pénitentiaires et en droits de l'homme de la Mission
Organisation d'un atelier et de cours à l'intention de la Police nationale libérienne, sur les questions juridiques et législatives et sur le respect de la légalité et élaboration de programmes de formation	Oui	Deux programmes de formation à l'intention de 40 commandants de police au niveau des comtés et de leurs adjoints, et conférences pour les stagiaires de la Police nationale libérienne, comprenant un exposé des grandes lignes de la législation libérienne relative aux devoirs de la police et à son interaction avec les tribunaux
Organisation, à l'intention de 10 cadres du Ministère de la justice, de stages de formation dans les domaines du développement organisationnel, de l'élaboration des politiques, de la planification et de l'examen de la législation	Non	Préparation d'un document de stratégie sur la mise en place de la Commission de réforme des lois; assistance fournie à la création d'une équipe spéciale comprenant des avocats libériens pour faciliter la mise en place de cette commission. L'équipe spéciale a commencé ses travaux en juillet 2006 et a organisé son premier colloque à l'intention des parties intéressées en août 2006.

		Les stages de formation dans les domaines du développement organisationnel, de l'élaboration des politiques et de la planification n'ont pas été considérés comme une priorité pour l'administration de transition et devraient être menés à bien pendant l'exercice 2006/07.
Contrôle de la procédure à l'échelon de tous les tribunaux du pays et, en particulier, contrôle quotidien des affaires pénales à Monrovia, afin de pallier les insuffisances et de veiller à la mise en place de mesures correctives	Oui	Contrôle quotidien. L'analyse et l'interprétation des données recueillies ont servi de base aux initiatives de la Mission en matière de réforme et de renforcement des capacités, notamment aux activités de conseil et de formation.
Organisation de stages de formation au travail de l'administration pénitentiaire à l'intention de 200 étudiants, 12 formateurs, 30 gestionnaires et 60 membres du judiciaire	72 2 14 366	Étudiants ont commencé leur formation (qui sera terminée en 2006/07). Formateurs ont été formés. Gestionnaires ont participé à un atelier d'une semaine. Magistrats et juges de paix dans 7 comtés ont participé à des stages de formation sur le rôle des agents pénitentiaires dans l'administration de la justice.
		Nombre inférieur aux prévisions (72 étudiants, 12 formateurs et 14 gestionnaires), le Gouvernement ayant gelé le recrutement de personnel pénitentiaire supplémentaire, faute de pouvoir l'intégrer à la fonction publique
Réunions hebdomadaires avec des responsables des administrations publiques, des ONG, des pays donateurs et des spécialistes des droits de l'homme sur l'évolution du système pénitentiaire et la réforme de l'administration pénitentiaire	Oui	Réunions hebdomadaires dans le cadre d'un groupe de travail conjoint, comprenant des membres du Ministère de la justice et des conseillers de la MINUL en matière d'administration pénitentiaire, pour guider l'élaboration de réformes nationales du système pénitentiaire, et conseils au Gouvernement libérien dans le cadre des réunions hebdomadaires du Comité de gestion des dossiers  Réunions régulières pour donner des conseils aux ONG concernées, aux représentants des pays donateurs et aux membres de la société civile sur le soutien à apporter à la mise en place du système pénitentiaire
Visites hebdomadaires de contrôle dans un certain nombre de prisons (jusqu'à 9) en vue d'en améliorer la gestion	Oui	En faisant travailler dans les mêmes locaux 12 agents pénitentiaires et les homologues nationaux qu'ils conseillent, et en surveillant l'exécution des projets de rénovation, le respect

du principe de séparation des détenus par sexe et par âge, le travail du personnel, la tenue des dossiers appropriés, l'approvisionnement en vivres et la légalité de l'incarcération

### Réalisation escomptée 3.3 : mise en place d'une nouvelle armée libérienne restructurée

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
3.3.1 Recrutement de 4 500 personnes dans les forces de défense libériennes restructurées	<p>2 156 civils, dont 118 femmes ont été sélectionnées, puis recrutés et ont fait l'objet de stricts contrôles de sécurité avant d'être admis à suivre une formation de base. Au 30 juin 2006, le recrutement et l'agrément des candidats pour les nouvelles forces de défense étaient en cours dans tout le pays.</p> <p>La création d'une force nationale de défense a été retardée, le financement n'étant pas arrivé à temps. La formation des 110 premières recrues a commencé au Centre de formation Barclay le 22 juillet 2006.</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui technique au Gouvernement, en coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des organisations internationales et des États Membres intéressés, concernant le recrutement, la formation et le déploiement de l'armée libérienne	Oui	Au moyen de réunions hebdomadaires avec le Gouvernement, et notamment avec le Ministre de la défense, au sujet de la politique de recrutement, de l'appui à une action de sensibilisation au recrutement et de l'examen des candidatures dans les comtés

### Composante 4 : processus de paix

#### Réalisation escomptée 4.1 : rétablissement de l'autorité nationale dans tout le Libéria

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
4.1.1 Affectation de surintendants dans 15 comtés	15 surintendants du développement et leurs adjoints ont pris leurs fonctions dans les 15 comtés.
4.1.2 Réglementation de l'exploitation des ressources naturelles	<p>Par le Décret présidentiel n° 1 du 2 février 2006, la Présidente a déclaré l'ensemble des 70 concessions forestières nulles et non avenues et a ordonné la création d'un comité de surveillance de la réforme du secteur forestier chargé de prendre les mesures nécessaires pour institutionnaliser la participation des collectivités et de la société civile à la gestion des forêts de manière transparente.</p> <p>Une équipe spéciale conjointe du Gouvernement et des Nations Unies a entrepris une évaluation globale des plantations d'hévéas du Libéria, en tenant compte des problèmes et des questions de</p>

- propriété, de gestion, de droits de l'homme et de sécurité. Les recommandations de l'équipe spéciale, présentées le 23 mai 2006, ont été favorablement accueillies par la Présidente, qui a mis l'accent sur le caractère urgent de leur application. L'équipe spéciale s'est vu confier un mandat de suivi au-delà du 30 juin 2006.
- 4.1.3 Respect des conditions fixées pour adhérer à nouveau au processus de Kimberley relatif à la certification des diamants
- Des progrès ont été faits pour ce qui est des conditions d'admission au Système régional de certification du Processus de Kimberley. Le haut responsable chargé de l'application du Système de certification a été désigné en janvier 2004, et 120 agents et inspecteurs des mines ont été déployés dans tout le pays.
- Le Gouvernement a mis en place des bureaux du Système régional de certification du Processus de Kimberley dans 6 comtés et a procédé à des activités de surveillance et d'inspection dans les principales zones d'extraction de diamants.
- Les progrès réalisés en vue de remplir les conditions d'admission au Système de certification du Processus de Kimberley étaient suffisants pour que le Gouvernement libérien soit invité en qualité d'observateur à une réunion du groupe, qui a eu lieu à Moscou du 15 au 17 novembre 2005. Il n'a pu y participer pour des raisons financières, mais a remis un rapport d'étape à la MINUL pour qu'elle le présente en son nom à la réunion.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services de conseil au Gouvernement, en collaboration avec la CEDEAO, l'Union européenne, l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux, en matière d'administration civile et de bonne gouvernance	Oui	<p>En participant aux réunions du Comité d'examen des contrats et concessions, de la Commission des concessions et des marchés publics et du Programme d'aide à la gouvernance et à la gestion économique</p> <p>La version finale du Code de conduite des fonctionnaires et responsables des administrations publiques a été publiée en novembre 2005. La Mission a contribué et participé aux débats sur le projet de texte et a présenté des observations écrites à la Commission de la réforme de la gouvernance.</p>
Services de conseil au Gouvernement sur les normes écologiques internationales et l'administration des ressources naturelles	Oui	<p>Par des visites d'inspection, la facilitation de forums de discussion et la fourniture de conseils sur l'élaboration des chapitres des textes de lois sur la foresterie qui concernent la protection de l'environnement et la préservation des ressources forestières, dans le cadre du Comité de suivi de la réforme des activités forestières</p> <p>En contribuant à l'élaboration du document relatif aux normes d'études d'impact sur l'environnement pour l'Agence libérienne de protection de l'environnement</p>

		<p>En donnant à l'Office des forêts les moyens de transport et l'aide nécessaires pour évaluer pendant 12 jours les principales zones de sciage en long du pays et en en assurant la sécurité</p> <p>En organisant des points de contrôle conjoints MINUL/Office des forêts pour veiller au respect de la politique intérimaire en matière de sciage en long, y compris le contrôle des zones d'exploitation forestière et celui de la circulation du bois dans le pays et jusqu'à Monrovia</p> <p>En formulant des conseils sur l'élaboration des chapitres des textes de lois sur la foresterie qui concernent la protection de l'environnement et la préservation des ressources forestières, dans le cadre du Comité de surveillance de la réforme du secteur forestier</p> <p>Au moyen de consultations avec les présidents du conseil des politiques et du conseil d'administration, en donnant des avis techniques et spécialisés en vue du processus d'institutionnalisation de l'Agence de protection de l'environnement, et de la mise en place d'un cadre institutionnel qui lui soit adapté</p> <p>En facilitant des forums de discussion et en prodiguant des conseils au Ministère des ressources foncières, des mines et de l'énergie en vue de l'élaboration d'une politique pour l'extraction du sable</p>
<p>Médiation entre 27 partis politiques et plus de 250 organisations de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales, et consultations avec ces entités en vue de promouvoir un consensus sur les questions relatives à la réalisation d'une paix durable dans la région</p>	Oui	<p>En facilitant les consultations entre les partis politiques pour veiller à ce que les élections aient lieu dans un climat de paix, ainsi qu'entre les organisations de la société civile et les ONG, pour assurer le règlement pacifique des litiges électoraux</p>
<p>En partenariat avec les chefs d'État de la CEDEAO, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau et d'autres partenaires importants de la sous-région ouest-africaine, appui technique et services de conseil au Gouvernement national de transition en vue de la formation d'un consensus pour la consolidation du processus de paix</p>	Oui	<p>Tout au long du mandat du Gouvernement national de transition (jusqu'en janvier 2006)</p>



Organisation de 24 réunions du Comité de suivi de l'application de l'Accord général de paix	12	Réunions axées sur le recours aux bons offices du Comité pour faire avancer le processus de paix, notamment pour veiller à ce que toutes les parties concernées collaborent avec les institutions nationales compétentes à la mise en œuvre du calendrier électoral dans les délais fixés, de manière à mener à bon terme le processus prévu dans l'Accord général de paix
Campagne d'information publique destinée à sensibiliser la population locale à la question du processus de paix au Libéria	Oui	10 programmes hebdomadaires à la radio de la MINUL sur divers aspects du processus de paix, notamment le désarmement, la démobilisation, la réadaptation et la réintégration des ex-combattants, le retour des réfugiés et des déplacés, la sécurité et l'état de droit  30 000 exemplaires de <i>Focus</i> , la revue de la MINUL (2 numéros) sur l'installation du nouveau Gouvernement et les progrès enregistrés dans le processus de paix  En outre, un concert de la paix a eu lieu à Monrovia durant la Journée internationale de la paix 2005, avec des artistes régionaux et locaux, au cours duquel 1 000 T-shirts et 15 000 dépliants contenant des messages électoraux ont été distribués.
Réalisation, à l'échelle du pays, d'un programme multimédias d'information et de plaidoyer à l'appui des efforts déployés pour promouvoir la réconciliation nationale, notamment grâce à l'achat de temps d'antenne radiophonique et de pages dans les journaux nationaux, à l'exploitation d'un site Web et à la production d'affiches, de bulletins et de brochures	Oui	13 groupes culturels nationaux ont été engagés pour mener un programme de sensibilisation à la réconciliation nationale dans les 15 comtés.  2 programmes hebdomadaires à la radio ( <i>Straight from the Heart</i> et <i>Let's Reason Together</i> ) sur la réconciliation nationale, 38 sonals, 8 messages et 3 sketches produits par la radio de la MINUL sur le processus de paix  15 000 exemplaires de <i>Focus</i> , la revue trimestrielle de la MINUL, consacrés aux progrès réalisés sur la voie du relèvement et de la réconciliation, ainsi qu'au retour des réfugiés et des déplacés  25 000 dépliants sur la non-violence, la paix et la réconciliation
Formation de 200 journalistes locaux autour du thème « Assurer la participation des médias libériens à la promotion d'une paix durable »	200	Journalistes formés aux techniques et aux pratiques journalistiques de base, notamment à la couverture des élections

20 programmes de radio de la MINUL, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et 8 programmes hebdomadaires	60	Programmes de la radio de la MINUL par jour, diffusant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, notamment :  46 programmes hebdomadaires produits et diffusés à plusieurs reprises  13 bulletins quotidiens d'information en 7 langues  7 programmes produits et diffusés chaque jour, deux à trois fois par semaine
--	----	--

#### Réalisation escomptée 4.2 : élections nationales au Libéria

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
4.2.1 Les élus assument leurs fonctions au plus tard en janvier 2006.	Objectif atteint  La Présidente et le Vice-Président élus ont prêté serment le 16 janvier 2006, conformément à la Constitution libérienne.  Les sénateurs et les représentants élus sont entrés officiellement en fonctions en janvier 2006.	
4.2.2 100 % des femmes qui remplissent les conditions voulues sont inscrites sur les listes électorales.	Sur quelque 1,5 million d'électeurs en droit de voter, 1,3 million se sont inscrits, dont 50 % de femmes.	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui technique au Gouvernement pour la délimitation des circonscriptions et le scrutin	Oui	Conseils et aide sous la forme de cartes et de données démographiques précises et actualisées, pour que l'attribution des sièges au sein des organes législatifs nationaux se fasse dans l'équité et la justice
Appui technique à la Commission électorale nationale dans le domaine de la gestion du processus électoral	Oui	Appui quotidien à tous les aspects opérationnels et juridiques du processus électoral
Réunions bimensuelles avec les signataires de l'Accord général de paix sur le processus électoral	Oui	Réunions mensuelles organisées par la Mission entre la Commission électorale nationale et tous les partis politiques  Réunions hebdomadaires avec les partenaires internationaux de la Commission : membres-donateurs de la Commission européenne, PNUD et International Foundation for Election Systems

Assistance technique à la Commission électorale nationale en vue de la réalisation de programmes d'éducation civique relatifs au processus électoral moyennant le recours à des troupes de théâtre et à des organisations de la société civile, l'organisation de campagnes médiatiques et la mobilisation des responsables des communautés	Oui	Deux réunions par semaine sur les activités d'éducation civique du Groupe de travail sur l'instruction civique et la formation des électeurs, comprenant des représentants de la MINUL, de la Commission électorale nationale, de l'International Foundation for Election Systems, du PNUD, du National Democratic Institute, de l'International Republican Institute, d'Oxfam et des membres-donateurs de la Commission européenne; réunions hebdomadaires du Comité mixte spécial de la gestion des élections, comprenant des représentants de la MINUL, de la Commission électorale nationale, du PNUD, des membres-donateurs de la Commission européenne et de l'International Foundation for Election Systems; participation aux travaux du Comité mixte spécial de la gestion des élections, comprenant les conseillers électoraux de la MINUL, et des représentants de la Commission électorale nationale, du PNUD, de la Commission européenne et de l'International Foundation for Election Systems pour examiner les propositions et approuver le financement des activités électorales (campagnes d'instruction civique et de formation des électeurs, production de matériels électoraux) assurées par la Commission européenne et gérées par le PNUD
Séances d'information sur la loi, la réglementation, les procédures et le Code de conduite relatifs aux élections, à l'intention de 18 000 agents électoraux, 150 journalistes, 200 observateurs internationaux et 3 000 observateurs nationaux	18 600	Agents électoraux formés en vue des élections du 11 octobre 2005
	16 511	Agents électoraux formés en vue du deuxième tour, le 8 novembre 2005
	150	Journalistes libériens et étrangers informés sur le processus électoral
	302	Observateurs internationaux informés sur le processus électoral
	3 583	Observateurs nationaux informés sur le processus électoral
Fourniture de matériel de vote tel que des bulletins à 3 000 bureaux de vote	Oui	
	3 070	Bureaux de vote dans 1 421 circonscriptions électorales
Sécurité de la Commission électorale nationale et appui logistique à cette commission	Oui	Sécurité assurée grâce au déploiement de la police et de soldats des Nations Unies dans tous les comtés et bureaux de vote, à temps pour le scrutin

		L'appui logistique a consisté à acheter, emballer et acheminer tout le matériel électoral, les bulletins de vote, les matériels d'instruction civique et de formation; à installer des bureaux de la Division électorale dans tous les comtés et à veiller à ce que les centres d'inscription des électeurs et les bureaux de vote soient prêts; à déployer du personnel dans tous les comtés, à fournir des moyens de communication et à faciliter les transports.
Séances d'information sur les questions politiques, juridiques et de sécurité à l'intention de 200 observateurs internationaux et 3 000 observateurs nationaux appartenant à des organisations telles que l'Union européenne, la CEDEAO, l'Union africaine, le National Democratic Institute et l'International Republican Institute	302 3 583	Observateurs internationaux informés Observateurs nationaux informés
Services de conseil à la Commission électorale nationale, au Ministère de l'égalité des sexes et du développement et aux organisations féminines sur les politiques et les procédures électorales respectueuses du principe de l'égalité des sexes	Oui	Grâce à des réunions tous les 15 jours (en moyenne)
Organisation de 10 ateliers à l'intention des femmes qui pourraient se porter candidates	3	Ateliers Les candidates ont été moins nombreuses que ne le préoyaient les directives de la Commission électorale (30 %).
Organisation de 5 ateliers destinés à permettre à tous les partis politiques de mieux intégrer le principe de la parité entre les sexes	1	Atelier Moins de femmes que prévu se sont portées candidates.
Organisation de 5 ateliers destinés à permettre aux femmes élues de renforcer leurs capacités, l'accent étant mis sur l'aptitude à diriger, la formulation des politiques, les procédures législatives, les appels de fonds, le plaidoyer et l'expression orale	2	Ateliers d'initiation destinés aux femmes élues (novembre et décembre 2005), en collaboration avec le PNUD et l'Union européenne, et formation de toutes les élues à l'intégration des préoccupations des deux sexes dans le budget national  (D'autres programmes de formation seront organisés par le Groupe d'appui législatif, présidé par le PNUD, au cours de l'exercice 2006/07.)

---

Mise en place d'un centre de ressources offrant des services tels que le transport et l'accès à l'Internet et à des ordinateurs aux partis politiques qui se préparent aux élections	Non	Centre de ressources mis en place par l'International Republican Institute
Campagne d'information publique sur les élections, y compris des programmes hebdomadaires de radio en anglais et en langues locales, des dossiers d'information et des sonals	Oui	<p>Au cours de la campagne :</p> <p>13 groupes culturels locaux recrutés par les services d'information ont mené trois séries de réunions de sensibilisation aux élections dans les 15 comtés, mettant l'accent sur la non-violence, l'éducation civique, la formation des électeurs et le deuxième tour.</p> <p>40 000 T-shirts</p> <p>550 000 dépliant</p> <p>100 000 affiches</p> <p>3 000 porte-clefs</p> <p>72 encarts publicitaires dans 18 journaux</p> <p>Programme hebdomadaire de la radio de la MINUL, intitulé <i>Élections 2005</i>, traitant de tous les aspects du processus électoral, de mai jusqu'aux élections d'octobre</p> <p>Programme hebdomadaire de la radio de la MINUL, intitulé <i>Dis Voting 'Ting</i>, en anglais libérien, de juillet au deuxième tour de novembre</p> <p>78 sonals, 49 messages et 16 sketches électoraux, produits et diffusés par la radio de la MINUL</p> <p>Programme spécial de 9 jours sur les élections, produit et diffusé par la radio de la MINUL, axé sur le processus électoral, avec notamment des tables rondes, des interventions des auditeurs, des émissions en plein air, des pièces de théâtre, des bulletins d'information et des émissions sur des questions d'actualité</p> <p>Programme spécial de 5 jours produit et diffusé par la radio de la MINUL sur le deuxième tour de novembre</p>

---

**Composante 5 : appui****Réalisation escomptée 5.1 : fourniture à la Mission d'un appui logistique et administratif efficace et opérationnel***Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

5.1.1 Réduction du nombre d'accidents de véhicule, qui est tombé de 414 en 2003/04 à 332 en 2004/05 puis à moins de 300	Objectif atteint. Réduction de 24 % des accidents de la route, avec 332 accidents signalés en 2004/05 et 251 accidents en 2005/06
---	---

*Produits prévus**Produit(s) exécuté(s) :  
oui/non ou nombre**Observations***Amélioration des services fournis**

Application d'un programme rigoureux de conduite à l'intention des chauffeurs	Oui	Examen obligatoire (partie écrite et exercice de conduite) pour tout le personnel de la Mission, avant l'obtention d'un permis de conduire
	3 730	Membres du personnel (3 042 militaires, 382 membres de la police des Nations Unies et 306 civils) ont réussi l'examen.
	3 605	Personnes (2 940 militaires, 359 membres de la police des Nations Unies et 306 civils) ont réussi l'examen.
Formation de 145 membres du personnel militaire et civil en conduite défensive et tout-terrain	167	Membres du personnel militaire et civil ont été formés, dont : 93 au maniement des véhicules lourds 24 au maniement de chariots élévateurs et de grues 34 à la conduite de véhicules blindés 4 au maniement de camions de pompiers 12 à la conduite des camions-citernes

**Militaires et personnel de police**

Installation, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 14 002 militaires en moyenne et de 215 observateurs militaires	14 686	Soldats des contingents, y compris des officiers d'état-major, ont été relevés. 2 115 militaires ont été relevés, au lieu des 2 348 prévus.
	200	Effectif moyen des observateurs militaires relevés
Installation, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 1 115 policiers civils, y compris les membres des unités de police constituées	1 056	Effectif moyen des membres de la police civile qui ont été relevés, y compris : En moyenne, 577 agents de la police des Nations Unies

		En moyenne, 479 membres des unités de police constituées
Approvisionnement et stockage de rations et de réserve d'eau potable en cas d'urgence pour un effectif moyen de 14 002 militaires et 400 membres d'unités de police constituées	Oui	Dans 46 sites, au rythme de quelque 355 tonnes de rations par semaine, 947 835 litres (631 890 bouteilles de 1,5 litre) d'eau potable en cas d'urgence pour un effectif moyen de 14 567 militaires et de 479 membres d'unités de police constituées
<b>Personnel civil</b>		
Gestion des dossiers d'une moyenne de 625 membres du personnel international,	528	En moyenne, membres du personnel recrutés sur le plan international
46 administrateurs recrutés sur le plan national, 752 agents recrutés sur le plan national et 355 Volontaires des Nations Unies	34	En moyenne, administrateurs recrutés sur le plan national
	722	En moyenne, agents recrutés sur le plan national
	337	En moyenne, Volontaires des Nations Unies
<b>Installations et infrastructures</b>		
Entretien et remise en état de toutes les installations de la Mission à Monrovia ainsi que dans 3 secteurs et 15 comtés	266	Locaux/installations entretenus et remis en état
Exploitation et entretien de 523 groupes électrogènes et approvisionnement en électricité de toutes les installations de la Mission	541	Groupes électrogènes Nombre supérieur aux prévisions en raison du déploiement de 18 groupes électrogènes supplémentaires à l'occasion des élections, dont 2 à Bensonville, Brewerville, Bopulu, Sannequellie, Cesto City, Tapeta, Greenville, Barclayville et Fishtown
Entretien de 7 aérodromes et de leurs infrastructures d'aviation et de navigation	7	Aérodromes entretenus
Appui technique pour la préparation des bureaux de vote en vue des élections	Oui	Ouverture de 3 070 bureaux de vote dans 1 421 circonscriptions électorales
<b>Transports terrestres</b>		
Entretien et exploitation de 1 459 véhicules, dont 17 véhicules blindés, sur 3 sites au Libéria	1 459	Véhicules, dont 17 véhicules blindés, exploités et entretenus dans 9 sites
Services quotidiens de navette par autobus à Monrovia pour 1 875 civils (personnel recruté sur le plan international ou national) et plus de 150 militaires affectés au quartier général de la Force	Oui	Pour une moyenne de 1 615 membres du personnel recrutés sur le plan international ou national et 119 militaires affectés au quartier général de la Force

**Transports aériens**

Entretien et exploitation de 3 avions et de	3	Avions
22 hélicoptères	22	Hélicoptères

**Transports maritimes ou fluviaux**

Entretien et exploitation d'un cargo côtier	1	Cargo côtier
---	---	--------------

**Transmissions**

Entretien et exploitation de	25	Microterminaux
18 microterminaux, 63 centraux	20	Liaisons hertziennes
téléphoniques, 138 répéteurs VHF et	30	Liaisons rurales
39 répéteurs et émetteurs UHF, 35 liaisons	20	Points d'accès à des réseaux locaux sans fil
hertziennes et de 10 stations de	37	Centraux téléphoniques
radiodiffusion FM VHF	2 718	Postes téléphoniques
	138	Stations VHF fixes
	96	Stations UHF fixes
	66	Répéteurs VHF et UHF
	7	Sites émetteurs FM VHF

ont été exploités et entretenus

Les chiffres indiqués pour les produits prévus concernant les liaisons hertziennes et les centraux téléphoniques étaient inexacts; 63 liaisons hertziennes et 35 centraux téléphoniques étaient prévus en 2005/06.

Les produits effectifs étaient globalement plus élevés en raison des conditions météorologiques difficiles au Libéria.

**Informatique**

Appui et maintenance de grands réseaux, 2	2 451	Ordinateurs de bureau
200 ordinateurs de bureau, 112 serveurs,	143	Serveurs
740 ordinateurs portables, 1 205		Ordinateurs portables
imprimantes, 24 lecteurs optiques	1 173	Imprimantes
ultrarapides et 71 lecteurs optiques répartis	1 363	Lecteurs optiques ultrarapides
en 40 sites	60	Lecteurs optiques
	99	Télécopieurs numériques entretenus
	90	

Nombre plus élevé que prévu pour le matériel informatique en raison du déploiement dans des régions éloignées durant les élections ainsi que des nombreuses défaillances dues aux conditions climatiques difficiles



## Services médicaux

Exploitation et entretien de 9 centres de consultations de niveau I, 4 centres de niveau II et un centre de niveau III, ainsi que d'installations médicales au quartier général provisoire et à la base de soutien logistique, à l'intention du personnel de la Mission et pour les urgences à l'intention de la population civile locale, des autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	Oui	
	5	Centres civils de niveau I (quartier général, base de soutien logistique, Zwedru, Tubmanburg et Gbarnga)
	4	Centres de niveau II
	1	Centre de niveau III (situé dans la base de soutien logistique) étaient opérationnels et entretenus
	1	Hôpital militaire sous contrat à Accra
Les chiffres indiqués dans le budget 2005/06 pour les produits prévus concernant les centres de niveau I étaient inexacts.		
Exploitation et entretien de centres de dépistage volontaire et confidentiel du VIH/sida et d'accompagnement psychologique pour tout le personnel	Oui	Exploitation et entretien de centres de dépistage volontaire et confidentiel du VIH/sida au quartier général de la Mission
	3 346	Membres du personnel ont bénéficié de tests de dépistage et d'un accompagnement psychologique.  De plus, exploitation et entretien d'une installation mobile depuis août 2005 dans les secteurs, en fonction de la demande
Programme de sensibilisation au VIH à l'intention de tout le personnel, y compris l'éducation par les pairs	Oui	Tous les nouveaux membres du personnel de la Mission ont été sensibilisés dès leur arrivée.
	10 308	Membres du personnel militaire et civil ont participé à des séminaires sur la sensibilisation au VIH/sida, l'évaluation du risque personnel et les facteurs de risque culturels qui contribuent à la transmission du VIH et des maladies sexuellement transmissibles (MST).
	38	Participants au programme de formation des formateurs pour l'éducation par les pairs comprenant les organisations partenaires du programme national de lutte contre le VIH/sida et les MST (groupe de travail technique des Nations Unies sur le VIH/sida, Programme de lutte contre le VIH/sida du Gouvernement libérien et plusieurs ONG), l'Unité pénitentiaire de la MINUL, la police et les militaires des Nations Unies

**Fournitures, services et matériel divers**

Établissement de 4 000 cartes pour la Mission, à l'aide du Système d'information géographique 6 578

Cartes

Nombre supérieur aux prévisions en raison de la nécessité d'appuyer le processus électoral

**Sécurité**

Fourniture de services de sécurité, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à 15 sites 46

Locaux

Les 15 sites cités dans les produits prévus comprenaient seulement 9 sites à Monrovia, 4 quartiers généraux régionaux et 2 aérodromes. Il y avait 46 sites en tout.

Mise à jour semi-annuelle du plan de sécurité Oui

Formation de 81 agents de sécurité internationaux au classement et au reclassement des armes 69

Nombre total d'agents de sécurité recrutés sur le plan international qui ont été formés dont :

10 formés à l'utilisation de mitrailleuses;  
6 d'entre eux ont été jugés aptes

59, y compris tous ceux habilités à porter des armes à feu, formés et jugés aptes à l'utilisation de pistolets Glock 19

Produit inférieur aux prévisions car tous les agents de sécurité recrutés sur le plan international n'étaient pas habilités à porter des armes.

Formation de 81 agents de sécurité internationaux et de 77 agents de sécurité nationaux aux appareils de radioscopie, aux détecteurs de métaux et d'explosifs, à la protection des personnalités, aux techniques d'investigation, aux premiers soins, aux produits dangereux et à d'autres questions de sécurité 15

Agents de sécurité recrutés sur le plan national formés à l'utilisation d'appareils de radioscopie

La formation aux détecteurs d'explosifs est subordonnée à l'arrivée des techniciens qui l'assureront.

Agents de sécurité recrutés sur le plan international formés à la protection des personnalités

5

Agents de sécurité recrutés sur le plan international formés au maniement des produits dangereux

15

Agents de sécurité recrutés sur le plan national ont suivi un cours de base sur la sécurité, notamment sur l'utilisation des pulvérisateurs, des menottes et des détecteurs de métaux

Nombre inférieur aux prévisions, les instructeurs n'étant pas disponibles

### III. Exécution du budget

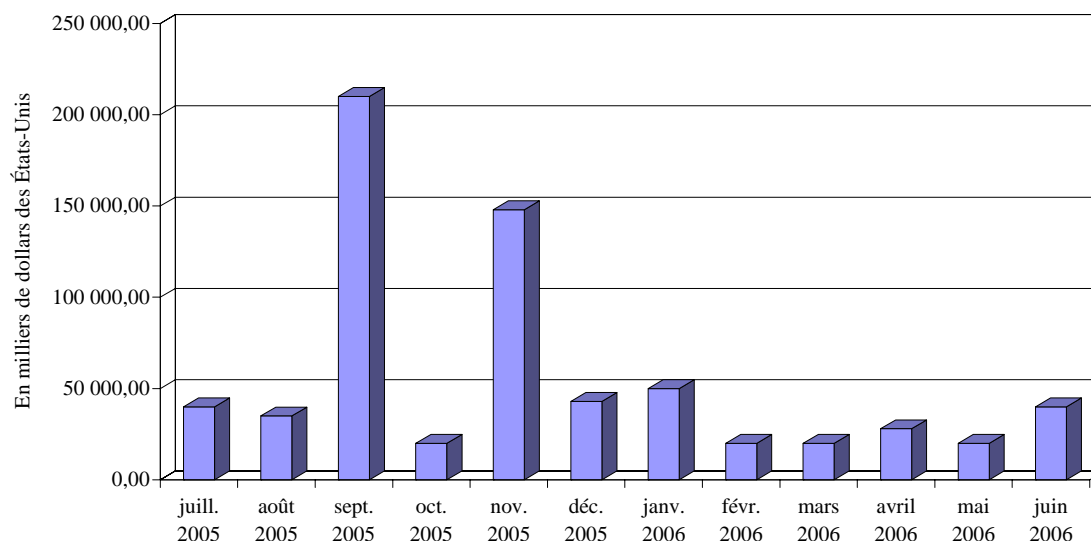
#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	11 711,5	10 647,8	1 063,7	9,1
Contingents	312 042,2	325 248,1	(13 205,9)	(4,2)
Police civile	37 539,6	30 074,9	7 464,7	19,9
Unités de police constituées	10 766,0	11 448,7	(682,7)	(6,3)
<b>Total partiel</b>	<b>372 059,3</b>	<b>377 419,5</b>	<b>(5 360,2)</b>	<b>(1,4)</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	83 292,0	83 534,2	(242,2)	(0,3)
Personnel recruté sur le plan national	9 867,7	11 491,6	(1 623,9)	(16,5)
Volontaires des Nations Unies	13 350,9	14 594,8	(1 243,9)	(9,3)
<b>Total partiel</b>	<b>106 510,6</b>	<b>109 620,6</b>	<b>(3 110,0)</b>	<b>(2,9)</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 516,0	2 634,3	(118,3)	(4,7)
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	676,2	414,4	261,8	38,7
Voyages	1 869,2	2 342,0	(472,8)	(25,3)
Installations et infrastructures	89 841,9	78 709,7	11 132,2	12,4
Transports terrestres	29 374,0	17 167,8	12 206,2	41,6
Transports aériens	61 791,7	61 829,8	(38,1)	(0,1)
Transports maritimes ou fluviaux	3 003,4	2 479,3	524,1	17,5
Transmissions	23 501,3	21 292,6	2 208,7	9,4
Informatique	4 178,9	3 577,5	601,4	14,4
Services médicaux	13 995,7	16 691,2	(2 695,5)	(19,3)
Matériel spécial	5 205,5	3 800,1	1 405,4	27,0
Fournitures, services et matériel divers	6 898,4	8 126,1	(1 227,7)	(17,8)
Projets à effet rapide	1 000,0	1 000,0	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>243 852,2</b>	<b>220 064,8</b>	<b>23 787,4</b>	<b>9,8</b>
<b>Total brut</b>	<b>722 422,1</b>	<b>707 104,9</b>	<b>15 317,2</b>	<b>2,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	11 215,7	10 877,6	338,1	3,0
<b>Total net</b>	<b>711 206,4</b>	<b>696 227,3</b>	<b>14 979,1</b>	<b>2,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées) <sup>a</sup>	120,0	264,0	(144,0)	(120,0)
<b>Total</b>	<b>722 542,1</b>	<b>707 368,9</b>	<b>15 173,2</b>	<b>2,1</b>

<sup>a</sup> Du Gouvernement allemand.

## B. Évolution mensuelle des dépenses



### Dépenses mensuelles

7. Le montant des dépenses plus élevé en septembre et novembre 2005 est essentiellement imputable à l'augmentation du montant des dépenses engagées et des engagements contractés au titre des remboursements effectués aux pays fournissant des contingents pour les dépenses afférentes à ces contingents, au matériel leur appartenant et au soutien logistique autonome des contingents et des unités de police constituées.

## C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	11 164,1
Recettes diverses ou accessoires	2 058,2
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	(0,2)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	34 597,8
<b>Total</b>	<b>47 819,9</b>

## D. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
<b>Matériel majeur</b>	
Contingents	55 420,6
Unités de police constituées	2 234,9
<b>Total partiel</b>	<b>57 655,5</b>
<b>Soutien logistique autonome</b>	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisines)	3 804,1
Matériel de bureau	3 929,7
Électricité	4 127,2
Missions secondaires du génie	2 876,0
Blanchisserie et nettoyage	3 813,8
Matériels de campement	1 070,3
Hébergement	5 466,7
Magasins – divers	7 866,9
Matériel unique	–
Fournitures pour la défense des périmètres	181,0
Identification	16,8
Transmissions	
Transmissions	14 256,7
Services médicaux	
Services médicaux	11 842,6
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	657,4
Observation	3 121,6
Protection nucléaire, biologique et chimique	–
<b>Total partiel</b>	<b>63 030,8</b>
<b>Total</b>	<b>120 686,3</b>

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
<b>A. Facteurs applicables à la zone de la Mission</b>			
Contraintes du milieu	1,9	1 <sup>er</sup> octobre 2003	–
Usage opérationnel intensif	1,5	1 <sup>er</sup> octobre 2003	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1 <sup>er</sup> octobre 2003	–
<b>B. Facteurs applicables au pays d'origine</b>			
Différentiel de transport	1,25-5,00		

## E. Montant des contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur effective</i>
Accord sur le statut des forces <sup>a</sup>	6 993,2
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
<b>Total</b>	<b>6 993,2</b>

<sup>a</sup> Comprend l'estimation de la valeur locative des locaux fournis par le Gouvernement et du montant des droits et taxes sur les transports aériens et maritimes dont la Mission est exemptée.

## IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Observateurs militaires</b>	1 063,7	9,1 %

8. L'écart de 1 063 700 dollars à cette rubrique s'explique essentiellement par la baisse des engagements due à la réduction globale des dépenses engagées au titre de l'indemnité de subsistance en raison de la modification du montant de cette indemnité à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005, laquelle a été portée de 181 à 191 dollars par jour et par personne pour les 30 premiers jours et ramenée de 134 à 123 dollars par jour et par personne au-delà de 30 jours.

	<i>Écart</i>	
<b>Police des Nations Unies</b>	7 464,7	19,9 %

9. L'écart est imputable à la baisse des dépenses due au changement survenu dans la portée des plans d'opérations et donc au non-déploiement des 240 membres supplémentaires de la police des Nations Unies prévus en sus de l'effectif de 635 membres, à la baisse globale des dépenses engagées au titre de l'indemnité de subsistance due à la modification du montant de cette indemnité à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 et au déploiement et à la relève d'un nombre de membres de la police des Nations Unies inférieur à ce qui était prévu pour l'exercice, à un coût moyen de 2 944 dollars par personne, aller simple, contre un montant budgétisé de 3 020 dollars par personne, aller simple. Pendant l'exercice, en moyenne 577 membres de la police des Nations Unies ont été déployés, ce qui a représenté un taux de vacance de postes moyen de 19,3 %, contre un effectif prévu de 715 membres, soit un taux de vacance de postes de 10 %.

	<i>Écart</i>	
<b>Unités de police constituées</b>	(682,7)	(6,3 %)

<sup>1</sup> Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Une analyse est fournie pour les écarts d'au moins plus ou moins 5 % et 100 000 dollars des États-Unis.

10. Le dépassement de 682 700 dollars tient aux sommes remboursées aux pays ayant fourni des unités de police constituées car, en raison des changements survenus dans les plans d'opérations, deux unités de police constituées (240 membres des unités de police constituées) qui auraient dues être rapatriées en mars 2006 sont restées sur place, ce qui a entraîné l'augmentation des dépenses engagées au titre des rations.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	(1 623,9)	(16,5 %)

11. L'écart est imputable à l'augmentation des dépenses engagées au titre des traitements et des primes de risque versés au personnel recruté sur le plan national en raison de l'augmentation de 7 % à compter du 1<sup>er</sup> février 2005, puis de 15 % à compter du 1<sup>er</sup> mars 2006 du barème des traitements des agents des services généraux recrutés sur le plan national ainsi que d'une hausse de 8 % du barème des traitements des administrateurs recrutés sur le plan national à compter du 1<sup>er</sup> février 2005.

12. Le budget 2005/06 prenait en compte le montant des traitements aux classes G-4/I et NOB-II selon le barème des traitements de chaque classe en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> février 2004 pour les agents des services généraux et les administrateurs recrutés sur le plan national, avec un taux de vacance de 10 %. Au cours de l'exercice, on comptait 753 membres du personnel recrutés sur le plan national, dont 34 administrateurs, soit des taux de vacance moyens de 4,3 % et 16,3 %, respectivement, pour un taux de vacance moyen cumulé de 5 %. Les primes de risque pour le personnel recruté sur le plan national ont été établies à 25 % du point médian du barème des traitements du personnel recruté sur le plan local et versées pour les jours ouvrés.

	<i>Écart</i>	
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	(1 243,9)	(9,3 %)

13. L'écart à cette rubrique s'explique essentiellement par un déploiement complet conjugué au déploiement de 20 Volontaires des Nations Unies supplémentaires pour les élections, entre juillet et novembre 2005, ce qui s'est traduit par un taux de vacance global inférieur au cours de l'exercice (4,9 % contre les 10 % budgétisés). En moyenne, au cours de l'exercice, 337 Volontaires des Nations Unies ont été déployés sur le terrain, contre un effectif prévu de 355.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	261,8	38,7 %

14. L'écart de 261 800 dollars à cette rubrique tient principalement à la baisse des dépenses engagées au titre des consultants car certains projets liés à la préparation des élections, au renforcement des capacités en matière de droits de l'homme et à la réconciliation nationale n'ont pas été mis en œuvre. Les projets relatifs aux élections ont été financés par le PNUD et les donateurs, tandis que ceux qui avaient trait au renforcement des capacités en matière de droits de l'homme et à la

réconciliation nationale n'ont pas été menés car la Commission indépendante des droits de l'homme n'a pas été créée.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	(472,8)	(25,3 %)

15. L'écart de 472 800 dollars est essentiellement imputable aux frais de voyage dans la zone de la Mission, le personnel s'étant déplacé davantage pendant la période électorale, le second tour des élections et les élections partielles imprévues.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	11 132,2	12,4 %

16. Les économies réalisées tiennent à la baisse des dépenses au titre des carburants et lubrifiants, de la location de locaux, des services de sécurité, des services et des fournitures d'entretien, des pièces détachées et des fournitures pour la défense des périmètres. Elles ont été en partie contrebalancées par l'augmentation des dépenses au titre de l'achat de citernes et de pompes à essence, du soutien logistique autonome des contingents, des services de construction et de l'achat de groupes électrogènes.

17. La baisse globale des dépenses s'explique par le fait que la consommation de carburant a été inférieure à celle qui avait été budgétisée et que des groupes électrogènes moins puissants ont été utilisés en dehors des heures de pointe; qu'après les élections, la Mission a continué d'occuper des locaux fournis par le Gouvernement, ce qui lui a évité d'avoir à en louer d'autres; que le coût des mesures de sécurité pour les logements a été imputé aux dépenses communes de personnel et que le personnel de sécurité d'une société privée n'a pas été déployé dans les régions dans les délais prévus; que le projet d'installation d'un terminal de déchargement des carburants prévu à la rubrique services d'entretien n'a pas été mis en œuvre; que les dépenses au titre des fournitures d'entretien des bâtiments ont été moins élevées et que l'achat de fournitures d'entretien des routes a été retardé; que les dépenses engagées au titre des pièces détachées et des fournitures pour la défense de périmètres pour les contingents ont été inférieures à ce qui était prévu, ces fournitures ayant été prélevées sur les stocks constitués lors d'exercices précédents.

18. Les économies globales ont été en partie contrebalancées par l'achat de citernes et de pompes à essence rendu nécessaire par le fait que le projet d'installation d'un terminal de déchargement des carburants n'a pas été mis en œuvre et que la Mission a dû renforcer et gérer ses installations de stockage et la logistique de l'approvisionnement en carburant pour les composantes civile et militaire; la hausse des dépenses engagées au titre du soutien logistique autonome car trois bataillons (2 348 personnes) et deux unités de police constituées (240 personnes) ont été maintenus sur place alors qu'il était prévu de les rapatrier en mars 2006; l'augmentation des dépenses au titre de la construction de logements permanents pour les contingents et de bureaux pour la MINUL car des personnels civils et militaires ont été déployés dans tout le pays, le quartier général de la Mission a été transféré de l'Ambassade d'Allemagne à la Pan-African Plaza et dans



des bâtiments voisins et l'achat non prévu de cinq ateliers mobiles pour l'entretien des groupes électrogènes de la Mission.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	12 206,2	41,6 %

19. L'écart est essentiellement imputable à la baisse des dépenses en carburant diesel pour le parc de véhicules de la Mission en raison des limitations imposées par les intempéries et le mauvais état des routes et du retard pris dans l'achat de 15 poids lourds, 6 camions-citernes et 3 camions de pompiers pour l'aéroport, le contrat-cadre n'ayant pas été établi dans les délais prévus.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports maritimes ou fluviaux</b>	524,1	17,5 %

20. Les économies tiennent au fait que le coût effectif de la location d'un cargo côtier a été moins élevé que prévu.

	<i>Écart</i>	
<b>Transmissions</b>	2 208,7	9,4 %

21. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par la baisse des dépenses engagées en raison de l'optimisation du répéteur de satellite du quartier général et du réseau satellite de la Mission, ce qui s'est traduit par la diminution du coût de la location du répéteur, la baisse de l'utilisation des téléphones par satellite, le réseau téléphonique ayant été installé, et le fait que les ressources prévues au titre du courrier pour le personnel des contingents n'ont pas été utilisées. Les économies globales ont été en partie contrebalancées par l'augmentation des dépenses engagées au titre du soutien logistique autonome car trois bataillons (2 348 personnes) et deux unités de police constituées (240 personnes) ont été maintenus sur place alors qu'il était prévu de les rapatrier en mars 2006.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	601,4	14,4 %

22. L'écart de 601 400 dollars à cette rubrique tient principalement à la baisse des dépenses engagées pour le remplacement de matériel informatique et autres pièces détachées et fournitures, qui ont été prélevés sur les stocks constitués lors d'exercices précédents ou transférés de la MINUSIL, et au coût effectif des six membres du personnel contractuel d'appui qui s'est élevé à 5 000 dollars par personne et par mois pendant neuf mois contre les 8 500 dollars par personne et par mois pendant un an initialement prévus.

	<i>Écart</i>	
<b>Services médicaux</b>	(2 695,5)	(19,3 %)

23. Le dépassement s'explique par les dépenses engagées au titre des fournitures médicales, en particulier l'achat de médicaments antiviraux pour parer à une éventuelle pandémie de grippe aviaire, en application de la politique suivie par le quartier général conformément aux recommandations de l'OMS; l'augmentation des dépenses au titre des services médicaux due au remboursement d'un montant de 2,1 millions de dollars au PNUD pour les examens médicaux des anciens combattants pendant la phase de démobilisation et à la hausse des dépenses au titre du soutien logistique autonome car trois bataillons (2 348 personnes) et deux unités de police constituées (240 personnes) ont été maintenus sur place alors qu'il était prévu de les rapatrier en mars 2006.

	<i>Écart</i>	
<b>Matériel spécial</b>	1 405,4	27,0 %

24. L'écart de 1 405 400 dollars tient à la baisse des dépenses due au fait que le soutien logistique autonome n'était pas disponible pour la neutralisation et l'observation des explosifs et munitions comme prévu dans le budget 2005/06 sur la base des mémorandums d'accord avec les pays fournissant des contingents.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	(1 227,7)	(17,8 %)

25. Le dépassement est essentiellement imputable au remboursement au PNUD de dépenses d'un montant de 2,2 millions de dollars au titre des vivres fournis aux anciens combattants pendant la phase de démobilisation, conformément à l'arrangement de financement du programme de désarmement, démobilisation, réinstallation et réintégration conclu avec le PNUD. L'augmentation globale des dépenses a été en partie compensée par la baisse des dépenses en trousse de matériel électoral, car la Mission et la Commission électorale nationale ont décidé ensemble d'acheter le matériel nécessaire en vrac et d'assembler les trousse dans le pays plutôt que de les acheter prêtes à l'emploi.

## V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

26. En ce qui concerne le financement de la MINUL, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Décide que les États Membres renoncent à leurs parts respectives des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2006 (47 819 900 dollars), ainsi qu'à leurs parts respectives d'un montant de 1 403 400 dollars prélevé sur le solde inutilisé du même exercice (15 317 200 dollars), les sommes ainsi libérées devant être affectées au financement des engagements actuels et futurs de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance maladie après la cessation de service;

b) Se prononce sur l'affectation du reliquat du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2006, soit 13 913 800 dollars.